Burundi : l'ONU exhorte Bujumbura à continuer de libérer des détenus

@rib News, 19/03/2016 â€“ Source AFP L'ONU a exhortÃ© vendredi le gouvernement burundais Ã continuer de libÃ©rer des dÃ©tenus politiques et a dÃ©noncÃ© la poursuite de graves violations des droits de l'Homme dans le pays. La libÃ©ration conditionnelle cette semaine de 47 personnes arrÃªtÃ©es il y a prÃ¨s d'un an "montre que certains efforts sont faits pour restaurer l'Etat de droit", a estimÃ© Zeid Ra'ad al Hussein (photo), haut-commissaire de l'ONU aux droits de l'Homme, devant le Conseil de sÃ©curitÃ©.

Ces 47 dÃ©tenus figuraient sur une liste de 125 personnes "Ã libÃ©rer immÃ©diatement" qui avait Ã©tÃ© transmise par l'ONU Bujumbura. Le haut-commissaire a rÃ©clamÃ© "avec fermetÃ©" la libÃ©ration des autres personnes de cette liste, "particuliÃ¨rement les prisonniers politiques". Le SecrÃ©taire gÃ©nÃ©ral de l'ONU Ban Ki-moon a rappelÃ© lors du mÃªme dÃ©bat que le gouvernement avait promis de libÃ©rer au total quelque 2.000 prisonniers. "Nous attendons que cet engagement soit entiÃ¨rement tenu et nous espÃ©rons que de nouvelles mesures soient prises dans le mÃªme sens, dont la libÃ©ration de tous les prisonniers politiques et la fin des restrictions sur les mÃ©dias et les organisations de la sociÃ©tÃ© civile", a-t-il affirmÃ©. M. Zeid a aussi estimÃ© "encourageant" l'autorisation d'Ã©mettre donnÃ©e Ã une radio indÃ©pendante, mÃªme si "c'est insuffisant pour assurer la libertÃ© d'expression et d'information". "De graves violations de droits de l'homme continuent d'Ãªtre commises", a-t-il affirmÃ©, citant "disparitions, arrestations arbitraires, exÃ©cutions extra-judiciaires et tortures" ainsi que, depuis dÃ©but janvier, une hausse des signalements de "tortures et mauvais traitements de prisonniers". Lors d'une rÃ©cente visite dans des centres de dÃ©tention Ã Bujumbura, les experts de l'ONU ont constatÃ© "que prÃ¨s de la moitiÃ© des dÃ©tenus ont Ã©tÃ© torturÃ©s ou gravement maltraitÃ©s". "Ces exactions persistantes et l'impun dont bÃ©nÃ©ficient les responsables font que beaucoup de Burundais vivent dans la terreur", a-t-il conclu. L'ambassadeur franÃ§ais FranÃ§ois Delattre, qui avait demandÃ© cette rÃ©union, a indiquÃ© Ã la presse que la France allait proposer un nouveau projet de rÃ©solution du Conseil. Il s'agit, selon lui, de "renforcer l'engagement et la prÃ©sence internationale au Burundi pour rÃ©duire les violences, de promouvoir un dialogue interburundais inclusif et de faire respecter les droits de l'homme". La France avait tentÃ© en vain le mois dernier de faire adopter une dÃ©claration du Conseil, se heurtant d'emblÃ©e aux rÃ©ticences et Ã l'enlisement des discussions. Le projet de texte suggÃ©rait d'envoyer au Burundi des policiers de l'ONU afin de tenter d'y ramener le calme. Le Burundi est plongÃ© dans une profonde crise politique depuis la candidature fin avril 2015 du prÃ©sident Pierre Nkurunziza Ã un troisiÃ¨me mandat, obtenu en juillet. Les violences ont dÃ©jÃ fait plus de 400 morts et poussÃ© plus de 250.000 personnes hors du pays.